Après la grève reconductible des salariés de Beaubourg et de la culture, réflexions sur la situation actuelle de la cultureet de l'art en France

La culture et l'art en général sont, comme la recherche scientifique, la santé et l'éducation, particulièrement touchés par la barbarie capitaliste. En même temps, la bourgeoisie aime l'art et se « distingue » par l'art. Plus précisément, le capitalisme introduit une distinction artificielle entre les arts qui sont sources de profits et les autres. Certaines expositions de peinture, par exemple, permettent de valoriser les grands musées français et en même temps de faire des rentrées d'argent colossales (plus d'un million d'euros l'an dernier pour l'exposition Picasso au Grand palais). Pourra-t-on seulement être étonné de savoir que cet argent ne servira aucunement à augmenter les salariés des musées nationaux ?

Le système capitaliste a comme principal but la recherche toujours plus avide de profits. Évidemment sans se soucier le moins du monde des dégâts qu'engendre cette soif d'argent et de pouvoir pour la population mondiale : licenciements massifs, délocalisa-tions, guerres, famines…, ni plus ni moins qu'une vraie barbarie. La culture n'est donc évidemment pas épargnée : la formation d'enseignants artistiques, les intermittents du spectacle ou encore les fonctionnaires dépendant du ministère de la culture ne rapportent aucune plus-value au capitalisme et sont donc voués à plus ou moins long terme à une disparition pure et simple. Depuis quelques années, de nombreuses mairies (de gauche comme de droite, en fait sous la pression du gouvernement) suppriment à tour de bras les associations culturelles et diminuent drastiquement les subventions allouées à la culture, privilégiant par exemple la compétition sportive, plus apte notamment à recueillir le soutien de partenaires privés (la médiatisation d'un tournoi de tennis ou de football n'a rien de comparable à celle d'un festival de musique ou d'une exposition de peinture). Les travailleurs du ministère de la culture sont également touchés de plein fouet avec l'application de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) et les suppressions de postes qui en découlent. Quant aux formations à l'enseignement artistique, elles sont menacées de disparition au même titre que les IUFM (Instituts Universitaires de Formation des Maîtres) dès l'année prochaine. Enfin, les intermittents survivent de plus en plus mal aux attaques incessantes du gouvernement.

L'art et la culture sont les expressions les plus révélatrices d'un système social, mais aussi des différentes tendances contradic-toires qui le traversent, reflétant des intérêts opposés, des dynamiques sociales et historiques divergentes… Il est donc important, en tant qu'anticapitalistes et révolution-naires, de nous intéresser à la question de l'art, à la fois pour mieux comprendre la société et pour encourager les artistes et acteurs de

la culture à lutter contre l'idéologie dominante capitaliste, dans le but de les gagner au programme communiste révolu-tionnaire, seul capable de mettre un coup d'arrêt à la barbarie capitaliste…

La grève reconductible des personnels du ministère de la Culture

Alors même que 2009 était l'année du cinquantenaire de la création du ministère de la Culture (aucune médiatisation à ce sujet par ailleurs), le gouvernement, avec la mise en place de la RGPP, s'acharne depuis plus de deux ans à détruire le service public de la Culture. À la clé, des suppressions de postes, des baisses de financements publics, des externalisations de certaines missions, des recherches de subventions privées (mécénat) et la transformation de la Culture en un vrai produit marchand. La crise financière a évidemment indirectement amplifié ces attaques, le gouvernement cherchant des économies partout où il le peut pour éponger la dette de l'État.

Mais depuis deux ans, les agents du ministère de la Culture, titulaires comme contractuels et vacataires, résistent à ces attaques par des manifestations, des actions, des occupations et des grèves. Le 23 novembre les agents du centre Pompidou-Beaubourg ont voté la grève reconductible contre la RGPP. Cette grève s'est alors étendue à la Bibliothèque Publique d'Infor-mation, puis, appuyée par l'intersyndicale nationale du ministère de la Culture et de la Communication (CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, SUD, UNSA), à de nombreux autres établissements, comme le Louvre, Orsay, Versailles, les Archives Nationales, la Bibliothèque nationale de France, la Réunion des Musées Nationaux, le Centre des Monuments Nationaux, l'École nationale des beaux-arts etc. Pendant près d'un mois, les agents ont multiplié les assemblées générales, les actions de blocage et de gratuité, l'information auprès des usagers… Pourtant, bien que cette lutte ait prouvé sa force, sa détermination et sa légitimité, le ministre de la Culture et le gouvernement dont il est l'exécutant sont restés sourds aux revendications ; pire, ils ont fait expulser manu militari des délégués syndicaux qui étaient venus porter leurs revendications au ministère… Ces revendications sont pourtant tout à fait légitimes : pas une seule suppression d'emploi et de poste, retrait de l'article 52 de la loi de finances 2010, défense du statut, maintien de toutes les subventions d'État, titularisation de tous les précaires et retrait de la RGPP.

Sous couvert d'« audits-flash », dont les conclusions sont écrites à l'avance par l'Elysée et Matignon, la RGPP permettra d'appliquer à tous les établissements publics, sans exception, la règle aberrante du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux, a minima. Et son impact est particulièrement lourd au musée Beaubourg du fait de la pyramide des âges : 44 % des 1 100 agents ont plus de 50 ans. Certains sont en poste depuis l'ouverture du Centre, en 1977. L'application de la RGPP sera donc une catastrophe pour ce musée. Or, pour reprendre les propos du ministre de la culture Frédéric Mitterrand, *« le Centre Pompidou est le navire amiral des musées français,*

avec le Louvre, c'est un établissement magnifique d'architecture contemporaine, un bâtiment qui a été construit pour accueillir 500 000 personnes par an, il y en a aujourd'hui 3 millions ». Donc Mitterrand, sans le vouloir, nous informe que le centre Pompidou accueille six fois plus de gens que ce qui était prévu lors de sa conception, mais que dans ce contexte des restrictions de personnel sont quand même nécessaires ! Comment croire que l'on peut offrir un meilleur service public avec moins de professionnels ? Comment faire le même travail, voire plus, en étant moins nombreux ? Il s'agit donc bien d'une coupe budgétaire qui permettra d'économiser beaucoup d'argent pour pouvoir à terme sauver à nouveau les banques de la faillite et finalement permettre aux traders et aux capitalistes de se remplir indécemment les poches sous les yeux des travailleurs toujours plus dégoûtés.

Après 24 jours de fermeture au public, le Centre Pompidou a finalement rouvert ses portes le 17 décembre à cause du manque de combativité des directions syndicales, qui ont proposé de suspendre la grève le temps des fêtes pour permettre aux touristes d'accéder au centre. Mais, selon Franck Guillaumet, responsable de la CGT-Culture, « *l'idée est de reprendre sa respiration pendant les fêtes. Rendez-vous est donné aux agents du Centre Pompidou en début d'année. Les revendications sont toujours d'actualité.* » Un préavis de grève était envisagé pour le 6 janvier, mais comme on pouvait s'y attendre (c'est le cas en général lorsque l'on fait des « pauses » dans les grèves) la sauce n'a pas repris. L'intersyndicale de la culture appelle seulement à participer à la journée de grèves et de manifestations du 21 janvier. Mais il est évident que, pour gagner un jour, il faudra que les agents puissent à nouveau organiser de nombreuses AG, notamment pour œuvrer à la convergence des luttes avec tous les autres secteurs victimes de la RGPP. Et cela passera aussi forcément par un combat des syndicalistes de base contre leur direction conciliatrice.

Mais, au-delà des agents de musées, d'autres secteurs du ministère sont actuellement touchés par la politique capitaliste et doivent s'unir pour la combattre.

La formation artistique en danger

La DMDTS du ministère de la culture (Direction de la Musique, de la Danse, du Théâtre et des Spectacles vivants) envisage de supprimer (par l'arrêt des subventions allouées) les CEFEDEM (Centre de Formation des Enseignants de la Danse et de la Musique) et les CFMI (Centre de Formation des Musiciens Intervenants) qui sont deux institutions publiques permettant aux étudiants de sortir respectivement avec un diplôme d'État pour enseigner dans les conservatoires et un diplôme universitaire pour intervenir dans les écoles primaires. La réforme prévue est en fait copiée sur le modèle de celle qui démantèle les universités (LMD — licence master doctorat). L'État restructure de manière autoritaire et radicale les modes d'accès aux métiers artistiques en musique, danse et théâtre. De grands pôles supérieurs de musique vont être installés sur tout le territoire dans les grandes villes de France (à peu près un pour deux régions) et ils

accueilleront les seuls diplômes valables et reconnus par le ministère de la culture… Ces « méga-conservatoires » se consa-creront en priorité aux seuls diplômes d'« interprète ». Or, en musique par exemple, l'essentiel des bassins d'emploi des musiciens professionnels se situe à presque 80 % dans la formation d'amateurs, financée majoritairement par les collectivités territoriales ! Ces diplômes d'interprète ne seront donc en aucun cas un gage d'emploi pour les étudiants. En parallèle, tous les autres conservatoires verront leurs subventions de l'État diminuer considérablement, voire disparaître. Un jeune de 15 ans qui décidera donc de faire des études sérieuses de danse, de musique ou de théâtre et n'habitant pas dans la région du « pôle supérieur » devra donc partir de son domicile familial, changer de lycée, passer un concours de sélection à l'entrée du pôle et évidemment payer des droits d'inscriptions toujours plus chers…

Remplacer les CEFEDEM et CFMI par la masterisation, c'est (au-delà des belles économies réalisées par la suppression des enseignants et formateurs) supprimer une réelle formation professionnelle pour les futurs enseignants, et cela veut dire aussi cinq ans d'études sans rémunération possible pour les jeunes défavorisés. De plus, comme l'indique la lettre ouverte envoyée au ministère de la Culture par un collectif créé sur Internet (1), tout cela se fera *« dans une parfaite ignorance des influences croisées qui sont maintenant souvent le propre des musiciens, démarche née pour la plupart d'entre eux du fait de leur mitoyenneté avec les demandes très diverses engendrées par la pluralité culturelle de notre société. La structuration stricte-ment modulaire retenue rendra très difficile, sans doute impossible, toute initiative transdisciplinaire. »* En clair, on demandera à l'étudiant de rentrer dans un moule prédéterminé, sans qu'il ait l'occasion dans sa formation d'explorer d'autres horizons artistiques. Mais le gouvernement n'a bien sûr aucune connaissance du milieu artistique français, il se contente de restructurer, supprimer, réformer, créer à tout-va sans aucune conscience de la réalité des choses. Sa seule réalité, c'est l'argent, la plus-value, le capital…

Mais comment alors l'art indépendant de l'idéologie dominante peut-il survivre dans ce système bourgeois où les intérêts du gouvernement sont à l'opposé total des intérêts des artistes et du public ? Même si ces formations artistiques concentrent un nombre quasi insignifiant d'étudiants et de personnel, comparées aux formations de l'Éducation nationale (pas plus de 1 500 sur toute la France), elles sont exactement dans la même situation que les IUFM, par exemple, qui sont eux aussi amenés à disparaître au profit de la masterisation universitaire.

Les étudiants musiciens et danseurs, qui n'ont quasiment aucune expérience des luttes, pourront donc s'allier avec les étudiants des IUFM, mais aussi plus généralement avec tous les étudiants et professeurs des structures publiques. Car, que ce soit dans la culture ou dans l'Éducation nationale, c'est bien tout ce qui ne concerne pas les marchés financiers que le capitalisme veut détruire ou transformer. Il devient donc urgent de s'unir pour éviter que notre société ne sombre dans la barbarie la plus profonde.

Le cas des intermittents

Les intermittents sont en France le cœur de l'art vivant. Aujourd'hui les attaques du capitalisme contre eux sont d'une rare violence : diminution de l'assurance-chômage au fil des ans, augmentation du nombres d'heures à faire pour obtenir les Assedic, réduction du nombre de mois impartis pour faire ces heures, etc. Si tout continue dans le même sens, dans quelques années le spectacle vivant en France n'existera plus qu'à l'état de « shows » à l'américaine financés par les majors et les médias…

Le patronat et notamment le MEDEF disent qu'« il y a de la fraude chez les intermittents », mais en fait la fraude principale vient des entreprises qui siphonnent impunément l'assurance-chômage des artistes en les payant juste le minimum pour que les Assedic fassent l'appoint. On nous dit également que « les caisses sont vides », mais l'assurance-chômage des intermittents coûte environ 700 millions d'euros, soit environ mille fois moins que les plans de relance proposés par Sarkozy pour sauver les banques et les capitalistes.

La dernière charge du patronat envers les intermittents et plus généralement envers les précaires date du mois de janvier 2009, avec la réforme de l'assurance-chômage (signée notamment par la CFDT). Il est stipulé que les techniciens du spectacle passeront au régime général (ils ne pourront plus être intermittents, mais devront trouver un emploi pour travailler à plein temps dans un théâtre ou un lieu culturel). Cette réforme est catastrophique pour le monde du spectacle. Un technicien (lumière, son, *« roadies »*) a comme rôle de suivre les troupes ou les groupes de musique dans les tournées. Pour cette raison, il fait partie intégrante de la troupe ou du groupe et est donc considéré comme intermittent du spectacle au même titre que les artistes. Si l'on supprime le technicien des artistes, qui va s'occuper du travail monstre de l'avant et l'après scène, qui va faire les lumières, la sonorisation, qui va installer le matériel, faire les réglages, etc. ? Supprimer le technicien d'un projet artistique revient à supprimer un organe vital d'un corps humain… Et, au-delà de cela, comment le technicien va-t-il pouvoir trouver un CDI dans un lieu culturel alors que justement le ministère ferme ou abandonne à leur sort de plus en plus de salles de spectacle, de théâtre, de concert… ?

Même si l'on peut aujourd'hui se demander si le système de l'intermittence est le meilleur qui puisse exister pour les artistes et techniciens indépendants (car l'intermittence n'est pas un statut, mais une alternance entre travail et chômage), il est de notre devoir de soutenir leurs revendications pour s'opposer à la destruction de la culture vivante au profit d'une culture industrielle, vide artistique-ment car pourrie par l'argent.

Encore une fois, bien qu'il existe une réelle force chez eux, les intermittents seuls ne pourront vaincre. Tout en continuant à dénoncer les directions syndicales qui aident le gouvernement à leur passer la corde au cou, il faut les aider inlassablement à prendre conscience que la seule solution est d'abattre le système capitaliste en s'alliant avec

tous les travailleurs et précaires, et reconstruire une société où ils pourront enfin s'épanouir.

Qu'il s'agisse des intermittents, des étudiants en art ou des personnels des musées nationaux, c'est la même logique d'accumulation du capital et de mépris de ce qui n'a pas de valeur marchande qui détruit inexorablement l'art et la culture. Néanmoins, la classe dominante a aussi besoin d'art et de culture, ne serait-ce que pour exprimer son idéologie. Si l'on considère par exemple que le fait d'imposer un concert de Johnny Hallyday le 14 juillet, payé 500 000 euros par l'argent public, fait partie d'un geste du gouvernement pour sauver la culture française, alors oui, la classe dominante fait preuve de bonne volonté pour la sauver. Mais le paradoxe est que, pour organiser un tel concert, il a fallu des centaines d'intermittents (musiciens, techni-ciens, *« roadies »,* etc.), souvent précaires et sous payés… Si donc le capitalisme continue par exemple à détruire les intermittents et les artistes tout en faisant l'apologie des « stars » de la chanson française, le prochain concert de Johnny Hallyday pourrait bien ressembler à un solo de guitare acoustique désaccordée sur une caisse en bois au milieu d'un trottoir des Champs-Élysées… On aura toutes les raisons de penser que c'est mieux ainsi, mais il va de soi que nous ne laisserons pas se faire sacrifier des centaines d'intermittents pour ce genre de plaisir éphémère.

D'un autre côté, le gouvernement continue à valoriser la programmation des hauts lieux culturels français comme l'Opéra de Paris, la comédie française, la salle Pleyel, etc. Mais il exploite toujours plus les salariés qui y travaillent, et ce n'est pas un hasard si les personnels de l'Opéra de Paris se sont souvent mis en grève ces derniers temps.

On voit donc bien que, même si la bourgeoisie veut à la fois satisfaire les classes possédantes avec l'Opéra et les autres avec Johnny, par sa stratégie de destruction des personnels de la culture et des intermittents, elle détruit indirectement toute la culture, qu'elle soit vomitive ou même « savante »…

Mais l'art n'est pas non plus en état léthargique : il existe de belles résistances artistiques indépen-dantes au système financier qui sont plus ou moins mises en avant. Grâce notamment à Internet, certains groupes de musique font des choses extraordinaires et arrivent, indépendamment de toute « Major », à créer une musique qui, grâce au téléchargement ou aux *« myspace »,* est écoutée par des millions de gens autour du globe… Des troupes de théâtre engagées, comme la compagnie Jolie Môme, connaissent un grand succès alors qu'elles ne sont pas du tout médiatisées. Et, dans les milieux les plus défavorisés et les plus touchés par le capitalisme, comme les banlieues par exemple, des arts revendiquant la colère contre le système naissent et/ou se développent (tags, hip-hop, slam, free-Jazz, etc.).

De plus, de nombreuses associations culturelles existent encore (pour combien de temps ?) et permettent à de nombreux jeunes et moins jeunes de s'épanouir autrement que devant leur télévision ou leur console de jeux.

Enfin, certains domaines artistiques réservés habituellement à la bourgeoisie, comme l'Opéra, la danse, la musique « savante », le théâtre, etc., essaient de s'ouvrir à un autre public en proposant des tarifs « attractifs »…

Mais tout cela reste relativement marginal par rapport, comme on l'a vu, aux attaques que subit la base de la culture en France.

Luttons pour la culture… donc pour le socialisme

L'application de la RGPP au musée Beaubourg et dans d'autres établissements culturels, la disparition programmée de la formation des enseignants artisti-ques et les attaques continuelles que subissent les intermittents sont autant de signes qui nous font penser que le gouvernement bourgeois français veut rapidement en finir avec la culture et l'art qui ne rapportent rien à l'État ou aux capitalistes soit en termes d'argent, soit pour d'idéologie dominante. On pourra toujours nous lancer la sempiternelle : « C'est quand même moins pire qu'ailleurs », on aura raison de penser que la société peut très bien sombrer dans la barbarie la plus profonde jusqu'à ce que ce soit « comme ailleurs » si on laisse les capitalistes détruire inexorablement les artistes indépendants, les professeurs d'enseignement artistique et les personnels de la culture.

Lorsque Léon Trotsky écrit à juste titre que *« le développement de l'art est le test le plus élevé de la vitalité et de la signification de toute époque »,* on peut en déduire que ce n'est vraiment pas le souci premier du capitalisme aujourd'hui que de faire vivre les gens dans une époque pleine de vie et d'épanouissement…

Avec les conséquences de la crise qui s'accumulent pour les travailleurs, 2010 sera sûrement une année extrêmement riche en luttes. Mais l'émancipation des travailleurs comme des artistes ne sera le fruit que d'un renversement du capitalisme mondial : il est donc urgent et vital que les artistes, comme la classe des travailleurs, s'organisent pour préparer ces prochaines luttes. L'art et la culture ne deviendront libres que dans une société où tous les hommes et toutes les femmes seront libres, où les rapports d'argent seront remplacés par de véritables rapports humains — autrement dit, sous le socialisme.

---

1) Cf. www.sauvonslenseignementartistique.fr

Lászlo Merville, le 20 janvier 2010